

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/235

G/SCM/W/245

1er décembre 1995

(95-3920)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE COSTA RICA¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 novembre 1995.

Au sujet de la notification de lois et réglementations présentée par le Costa Rica au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires au titre de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires du GATT de 1994 (document G/ADP/N/1/CRI/1-G/SCM/N/1/CRI/1 daté du 30 mars 1995), le Canada souhaite aborder les points suivants:

Définitions

1. Le Règlement centraméricain définit l'expression "biens directement concurrents" comme suit:

Bien qui, sans être identique ni similaire, est sensiblement équivalent, d'un point de vue commercial, au produit avec lequel il est comparé, étant donné qu'il est destiné au même usage et est interchangeable avec le produit considéré.

Il semble que l'on n'ait recours à ce concept que dans le domaine des mesures de sauvegarde. Le délégué costaricien voit-il une raison d'employer cette expression dans le cadre d'une enquête relative à des droits antidumping ou compensateurs?

2. Aux termes de l'article 4 du Règlement centraméricain:

Chaque Etat partie établira une Commission mixte à laquelle pourra participer le secteur privé et dont la coordination sera assurée par la Direction.

La Direction sera chargée de l'enquête, de l'analyse et de l'évaluation en ce qui concerne les pratiques commerciales déloyales ou l'application de la clause de sauvegarde et présentera une étude technique à la Commission mixte, qui donnera son avis au Ministre compétent, conformément au présent règlement.

¹G/ADP/N/1/CRI/1-G/SCM/N/1/CRI/1.

Le délégué pourrait-il indiquer quel organisme costaricien remplira les fonctions de la Direction mentionnée à l'article 4? Pourrait-il donner des détails sur le règlement intérieur de la Commission mixte? Par exemple, la Commission sera-t-elle composée de membres permanents? Y aura-t-il des dispositions relatives aux conflits d'intérêt établissant les conditions que les membres du secteur privé doivent remplir pour prendre part à certains dossiers? A quel Ministre la Commission mixte présentera-t-elle son étude technique et quel rôle ce ministre aura-t-il dans le processus de prise des décisions?

Détermination de l'existence d'un dumping

3. Aux termes de l'article 6.1 b) du Règlement centraméricain:

en l'absence d'un tel prix sur le marché intérieur du pays d'exportation ou du pays d'origine, si le prix du produit importé est inférieur au prix comparable le plus élevé pour l'exportation d'un produit identique ou similaire à partir du pays d'exportation ou du pays d'origine vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales (non souligné dans le texte);

le délégué costaricien pourrait-il indiquer quelle disposition des Accords de l'OMC justifie l'utilisation du prix comparable le plus élevé pour l'exportation d'un produit identique ou similaire vers un pays tiers plutôt que l'utilisation d'un prix représentatif?

4. L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose que les valeurs normales fondées sur des coûts majorés seront normalement calculées conformément aux principes comptables généralement acceptés des pays exportateurs. Le Costa Rica a-t-il l'intention d'obliger les autorités costariciennes chargées des enquêtes à calculer les coûts de cette façon?

5. L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose également que les frais seront ajustés de manière appropriée en fonction des éléments non renouvelables dont bénéficie la production future et/ou courante. De plus, une note de bas de page, relative à cette même disposition de l'Accord de l'OMC, indique que les frais doivent être ajustés de manière appropriée pour les opérations de démarrage. Il semble que ces engagements ne figurent pas dans le Règlement centraméricain. Le délégué pourrait-il préciser si le Costa Rica a l'intention d'exiger que les autorités chargées de l'enquête ajustent les frais de la façon décrite ci-dessus?

6. Selon l'article 6.2 du Règlement centraméricain, on entend par "opérations commerciales normales":

des opérations qui sont réalisées habituellement ou des opérations concernant des marchandises identiques ou similaires qui, pendant une période maximale d'un an, précédant immédiatement la date d'exportation vers le marché national, ont été réalisées sur le marché du pays d'exportation ou du pays d'origine entre des acheteurs et des vendeurs indépendants les uns des autres.

Comment le Costa Rica tiendra-t-il compte de la définition de l'expression "opérations commerciales normales" donnée à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping de l'OMC?

7. Les dispositions relatives à la comparaison équitable (article 2.4 de l'Accord antidumping de l'OMC) entre la valeur normale et le prix d'exportation figurent à l'article 8 du Règlement centraméricain. Si l'article 8 prévoit qu'il sera tenu compte des "autres différences qui affectent la comparaison", il n'y a par contre pas d'obligation explicite de prendre en considération le niveau

commercial, les quantités et les ajustements monétaires. S'agissant de ce dernier point, il n'y a apparemment pas de disposition en ce qui concerne la couverture des risques de change et le traitement des transactions intervenues pendant une période caractérisée par des mouvements durables des taux de change pertinents. Le délégué costaricien pourrait-il préciser comment les autorités chargées de l'enquête exécuteront ces obligations découlant de l'Accord de l'OMC?

Domage

8. Outre les prescriptions, énoncées à l'article 15 du Règlement centraméricain, relatives aux facteurs à prendre en considération aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, l'article 3.5 de l'Accord antidumping de l'OMC prévoit que la démonstration de l'existence d'un dommage se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Le délégué costaricien pourrait-il indiquer si l'examen d'autres éléments de preuve, par exemple ceux fournis par l'exportateur, est prévu pour déterminer l'existence d'un dommage?

Engagement de la procédure et enquête

9. En vertu de l'article 5.5 de l'Accord antidumping de l'OMC, les autorités sont tenues d'aviser le gouvernement étranger d'une demande dûment documentée avant de procéder à l'ouverture d'une enquête. Le délégué costaricien pourrait-il indiquer quelle disposition pertinente du Règlement centraméricain met en oeuvre cet engagement découlant de l'Accord antidumping?

10. L'article 21 du Règlement centraméricain prévoit ce qui suit:

Lorsque le montant du dumping ou de la subvention sera inférieur à 1 pour cent ad valorem, il sera considéré comme insignifiant et l'enquête sera close.

Le délégué pourrait-il indiquer si le Costa Rica a l'intention d'utiliser les critères relatifs à la marge *de minimis* et au volume négligeable de l'Accord antidumping de l'OMC?

11. Le délégué costaricien pourrait-il préciser sur quelles dispositions des Accords de l'OMC se fonde l'article 22?

12. Outre les dispositions de l'article 24 du Règlement centraméricain, les autorités costariciennes exigeront-elles que soit respectée la prescription relative au soutien de la branche de production en vertu de laquelle la demande doit être soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire comme le prévoit l'article 5.4 de l'Accord antidumping de l'OMC?

13. L'article 28 du Règlement centraméricain porte sur le traitement des renseignements confidentiels. Il indique ce qui suit:

Les renseignements qui seraient jugés de nature confidentielle par les autorités chargées de l'enquête ne pourront être divulgués ni consultés par les parties, sauf si l'autorité estime qu'ils sont importants pour la contre-argumentation, auquel cas elle demandera à la partie qui les aura fournis d'en donner un résumé qui ne soit pas de nature confidentielle.

La mise en oeuvre de cet engagement semble être incompatible avec l'article 6.5.1 et 5.2 de l'Accord antidumping de l'OMC étant donné qu'il apparaît que les autorités chargées de l'enquête ne demandent pas toujours de résumé non confidentiel et qu'en l'absence de résumé elles n'acceptent de

considérer les renseignements comme confidentiels que dans des cas exceptionnels. Le délégué costaricien pourrait-il donner des éclaircissements en ce qui concerne cette incompatibilité apparente?

14. Selon l'article 28 du Règlement centraméricain, les parties intéressées ont le droit de prendre connaissance des renseignements qui ne sont pas confidentiels afin de préparer leur argumentation. Toutefois, il apparaît qu'aucune disposition ne ménage aux parties intéressées la possibilité de répondre aux renseignements présentés par le plaignant et notamment de présenter les renseignements qu'elles estiment pertinents ou de défendre leurs intérêts. Le délégué pourrait-il indiquer la disposition de la législation costaricienne en vertu de laquelle les parties intéressées bénéficieront du traitement prévu à l'article 6.2 et 9 de l'Accord antidumping de l'OMC?

15. Dans le même ordre d'idée, l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping de l'OMC prescrit que les autorités ménageront un délai d'au moins 30 + sept jours aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires; toute demande de prorogation devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée. Le délégué costaricien pourrait-il indiquer quelles sont les dispositions relatives à l'envoi des questionnaires aux exportateurs ou aux producteurs étrangers?

Mesures provisoires

16. L'article 34 du Règlement centraméricain prévoit ce qui suit:

La durée des mesures provisoires n'excédera pas six mois et pourra être prorogée pour une nouvelle période de six mois dans des cas exceptionnels.

Le délégué costaricien pourrait-il préciser quelle est la durée maximale d'application des droits provisoires dans des cas exceptionnels? Pourrait-il confirmer que les cas exceptionnels se limitent à l'examen de la question de savoir si un droit moindre que la marge de dumping suffirait à faire disparaître le dommage, comme le prévoit l'article 7.1 i) de l'Accord antidumping de l'OMC?

Réexamen

17. Le délégué costaricien pourrait-il indiquer quelles dispositions du Règlement concernent les réexamens accélérés prévus à l'article 9.5 de l'Accord de l'OMC?

18. Le délégué pourrait-il indiquer quelles dispositions du Règlement concernent les réexamens à effectuer tous les cinq ans prévus à l'article 11.3 de l'Accord antidumping de l'OMC?

19. Il semble qu'aucun règlement costaricien ne mette en oeuvre les obligations découlant de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC. Le délégué pourrait-il confirmer qu'il existe un tribunal indépendant ainsi que l'exige l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?

Questions générales

20. L'article 6.12 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose qu'il sera ménagé aux utilisateurs industriels (et aux organisations de consommateurs dans les cas où le produit est vendu couramment au stade du détail) la possibilité de fournir des renseignements pertinents. Le délégué pourrait-il apporter des précisions au sujet des procédures costariciennes visant à tenir compte de l'intérêt public?

21. Le délégué pourrait-il indiquer si les droits antidumping/compensateurs seront appliqués sur une base prospective ou rétrospective?
22. Quel mécanisme juridique la loi costaricienne prévoit-elle pour la mise en oeuvre des décisions d'un groupe spécial de l'OMC?
23. Y a-t-il des moyens qui permettent aux intérêts nationaux de se prévaloir des lois costariciennes (par exemple un recours constitutionnel) pour empêcher le gouvernement de mettre en oeuvre la décision d'un groupe spécial établi par l'ORD?
24. Quelle est l'autorité compétente au sein du gouvernement costaricien qui sera chargée de recevoir les plaintes, d'ouvrir les enquêtes, d'établir une détermination préliminaire et d'appliquer des droits provisoires? Est-ce la même autorité qui examinera les aspects de l'enquête relatifs à l'existence d'un dumping/subventionnement et ceux qui concernent l'existence d'un dommage?

Dispositions en matière de subventions

25. La notification du Costa Rica porte sur un règlement qui est entré en vigueur en janvier 1993. Le Costa Rica peut-il indiquer si les dispositions de l'Accord antidumping (ADP) et de l'Accord sur les subventions (SMC) de l'OMC sont censées s'appliquer aux enquêtes et prévaloir sur toute autre disposition contraire ou différente des lois antérieures? Dans la mesure où il y a des incompatibilités entre la loi notifiée et l'Accord SMC, le Costa Rica peut-il indiquer les parties précises de sa législation existante qui continueront de s'appliquer aux enquêtes, les articles qui seront modifiés et la manière exacte dont ces articles seront modifiés? Par exemple:

La définition de ce que constitue une subvention à l'article 11 du chapitre III n'est pas compatible avec l'Accord SMC (c'est-à-dire, la définition ne contient pas de liste exhaustive des pratiques qui constituent une subvention comme prévu à l'article 1.1 a) de l'Accord SMC ni la prescription de l'article 1.1 b) selon laquelle un avantage doit être conféré pour qu'une subvention existe). Le gouvernement costaricien incorporera-t-il la prescription de l'Accord SMC selon laquelle il faut qu'un avantage soit conféré pour qu'une subvention existe?

En vertu de l'article 11 du chapitre III, le gouvernement costaricien considère-t-il que le soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI du GATT de 1994 est une subvention?

Il apparaît que la législation notifiée ne prévoit pas de critères permettant de déterminer l'existence de subventions à l'exportation comme ceux qui sont mentionnés à l'article 3 de l'Accord SMC (y compris la note de bas de page 4 et l'exception relative à l'Accord de l'OMC sur l'agriculture). Le Costa Rica précisera-t-il comment il entend définir l'expression "subventions à l'exportation"? La prohibition des subventions est-elle régie par d'autres lois ou règlements?

Il apparaît que la législation notifiée ne prévoit pas de disciplines en ce qui concerne les subventions ne donnant pas lieu à une action au sens de l'article 8 de l'Accord SMC. Le gouvernement costaricien précisera-t-il si toutes les contributions financières relatives à la recherche, au développement régional et à l'environnement ne seront pas considérées comme des subventions au sens de l'article 8 de l'Accord SMC?

Il apparaît que la législation notifiée ne prend pas en considération la spécificité d'une subvention conformément à l'article 2 de l'Accord SMC. Le gouvernement costaricien précisera-t-il si

les critères *de jure* et *de facto* relatifs à la spécificité, prévus à l'article 2.1 b) et c) de l'Accord SMC, seront appliqués afin de déterminer la spécificité d'une subvention? La législation prescrira-t-elle que la spécificité soit étayée par des éléments de preuve positifs?

Il apparaît également que la législation ne contient pas de dispositions concernant les subventions infrafédérales. Le Costa Rica peut-il expliquer pourquoi de telles dispositions n'ont pas été prévues?

26. Le gouvernement costaricien peut-il indiquer si cette législation constituera le droit généralement applicable et si, en cas de conflit, elle l'emportera sur toute autre loi costaricienne avec laquelle elle serait en contradiction?